

naient avoir le droit et l'obligation de témoigner envers leurs "camarades" allemands patience et confiance, pour aider ceux-ci à mieux jouer un rôle difficile et salutaire.

En vain, dans les congrès internationaux (surtout pendant les cinq ou six dernières années ayant la guerre), en vain, les socialistes allemands, mis au pied du mur, laissaient-ils comprendre qu'il ne fallait pas compter sur eux pour une insurrection, ni pour un refus de crédits, ni pour autre chose d'analogue. En vain les chefs les plus importants, y compris Bebel lui-même, avouaient-ils, d'ailleurs assez haut, qu'au signal donné par l'Empereur Guillaume, le peuple allemand tout entier marcherait, contre la France, contre la Russie, contre n'importe qui... Nos socialistes les plus en vue, Jaurès et son état-major, persistaient à se conduire et à peser sur la politique française comme s'il y avait eu lieu, pour eux, de compter sur l'appui du socialisme allemand.

Ce fut ainsi jusqu'à la veille de la guerre. Ou plutôt, là ce fut encore plus déplorable et plus étonnant. Car ce qui se produisit alors est sans exemple. Depuis un an surtout, on savait la guerre inévitable et prochaine; de mois en mois se succédaient les informations menaçantes. Les "camarades" allemands se montraient-ils préoccupés d'étouffer ou d'ajourner le péril? Non. Ils continuaient de soutenir le programme d'expansion, de domination et de conquête autour duquel là-bas, s'unissaient la démocratie et le militarisme. Fait incroyable : le principal groupe socialiste français cherchait encore des raisons d'espérer.

On vint lui en apporter une, au moment suprême, le 30 juillet 1914, lorsque s'achevait la mobilisation allemande, un député socialiste allemand accourut à Paris pour endoctriner de nouveau les "camarades" français, qu'il savait si désireux de se laisser tromper. Il prit la parole dans plusieurs réunions, insinuant qu'il y avait encore, pour la France, un moyen de conjurer le conflit. Que devons-nous faire? La chose la plus simple du monde; ne pas nous hâter de nous défendre contre les provocations de l'Allemagne; attendre, alors que chaque heure était d'un prix sans pareil; laisser se perdre le temps le plus précieux; même, reculer, spontanément; céder du terrain avant le choc; bref, ouvrir la voie à l'ennemi !

C'est ce qui fut fait; oui, vraiment sous la pression des socialistes, le gouvernement français d'alors décida que nos troupes, massées en toute hâte et au prix de si grands efforts, reculeraient de huit à dix kilomètres, tout le long de la frontière. Vaste et précieux terrain abandonné, sacrifié en pure perte. Car, bien entendu, les Allemands ne nous surent aucun gré d'une confiance généreuse et d'ailleurs fort aveugle. Ils en profitèrent pour occuper tout de suite les positions qui leur plaisaient; pendant qu'au Reichstag les députés socialistes votaient avec résolution les crédits de guerre. On avait entretenu chez nous des illusions

injustifiables; on nous avait fait perdre un temps précieux. Le tour était joué.

Les socialistes français patriotes, qui sont la grande majorité, ont ouvert les yeux et ont traité en ennemi le monde ouvrier allemand qui se montrait l'implacable ennemi de leur pays. Ils se sont vaillamment battus.

C'est un fait remarquable que l'aisance naturelle et vigoureuse avec laquelle sont tout-à-coup devenus soldats une foule de gens qui, non seulement n'avaient pas prévu qu'ils pourraient jamais le devenir, mais qui croyaient fermement que le temps des batailles était passé. Jusqu'alors la plupart manifestaient des sentiments anti-militaristes. Et soudain, voilà l'ouvrier français animé de la plus belle et de la plus persévérante ardeur guerrière, comme dans les siècles anciens, comme en 1792. L'instinct de la race, la fierté naturelle, la tradition, le vrai patriotisme ont accompli cette merveille.

Assurément, là, comme ailleurs, les fâcheuses exceptions n'ont pas manqué. Les politiciens du socialisme ont voulu, en pleine guerre, poursuivre le programme qu'ils avaient adopté pour la paix. On en a vu quelques-uns aller en Suisse se concerter avec des Allemands et s'obstiner à rechercher une paix honteuse. Mais la masse du parti socialiste français a réprouvé ces indignités et elle a maintenu le drapeau du patriotisme.

Elle aura encore bien des efforts à faire, car d'autres luttes s'annoncent, économiques et sociales celles-là. Ainsi, le parti de la Confédération Générale du Travail rentre en scène et se prépare à mettre en pratique son programme tout révolutionnaire.

Prochainement, je parlerai à nos lecteurs de cette Confédération.

EUGÈNE TAVERNIER.

PENSÉES

On s'est imaginé de nos jours qu'une feuille de papier, qu'on appelle Constitution, devait tenir lieu de tout aux peuples, de mœurs, de religion, et même de gouvernement.

* * *

Gouverner, c'est vouloir ; on ne gouverne pas avec des désirs, mais avec des volontés fermes et constantes.

* * *

Si le mot propre est rare, l'idée et le sentiment convenables ne le sont pas moins.

* * *

Les passions du cœur sont plus vives, mais moins constantes que celles de l'esprit.

LAMENNAIS.